

Au Journal officiel du 18 au 24 mars 2017

Au Journal officiel du 18 au 24 mars 2017

27/03/2017

Au Journal officiel du 18 au 24 mars 2017

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 18 mars 2017 :

- Décret n° 2017-342 du 17 mars 2017 relatif au **Conseil national de la protection de la nature**. – *Ce texte contient des dispositions d'entrée en vigueur particulières (cf art. 4).* – *Modification du Code de l'environnement et du décret n° 2008-680 du 9 juillet 2008 ;*
- Décret n° 2017-343 du 16 mars 2017 modifiant les **modalités d'organisation et de fonctionnement du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat**. – *Modification du Code de l'artisanat et du décret n° 66-137 du 7 mars 1966 et abrogation du décret n° 64-1362 du 30 décembre 1964 ;*
- Décret n° 2017-344 du 16 mars 2017 relatif aux **transmissions de données sur l'allocation personnalisée d'autonomie et l'aide sociale à l'hébergement**. – *Modification du Code de l'action sociale et des familles ;*
- Arrêté du 13 mars 2017 **modifiant l'arrêté du 8 août 2008** pris pour l'application de l'article R. 5121-139 du Code de la santé publique et **relatif à l'apposition d'un pictogramme sur le conditionnement extérieur de certains médicaments et produits ;**
- Arrêté du 16 mars 2017 **modifiant l'arrêté du 27 juillet 2004** relatif au **contrôle technique des véhicules lourds**. – *Ce texte contient des dispositions d'entrée en vigueur particulières (cf art. 3).*

Au JO du 19 mars 2017 :

- Décret n° 2017-346 du 17 mars 2017 relatif au **recrutement des travailleurs handicapés dans certains corps recrutant par la voie de l'École nationale d'administration**. – *Modification du décret n° 95-979 du 25 août 1995.*

Au JO du 21 mars 2017 :

- LOI n° 2017-347 du 20 mars 2017 relative à **l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse**. – *Modification du Code de la santé publique ;*
- LOI n° 2017-348 du 20 mars 2017 relative à la **lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle**. – *Modification du Code rural et de la pêche maritime et du Code de l'urbanisme. – Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière (cf. art. 12) ;*

- Décret n° 2017-349 du 20 mars 2017 relatif à la **procédure d'accès sécurisé aux bases de données publiques**. – *Modification du Code des relations entre le public et l'administration et du décret n° 2009-318 du 20 mars 2009* ;
- Décret n° 2017-350 du 20 mars 2017 pris pour l'**application de l'article L. 441-6-1 du Code de commerce**. – *Modification du Code de commerce* ;
- Arrêté du 20 mars 2017 pris en **application de l'article D. 441-4 du Code de commerce**. – *Modification du Code de commerce* ;
- Arrêté du 20 mars 2017 relatif au **traitement automatisé de données à caractère personnel de la carte d'identification professionnelle des salariés du bâtiment et des travaux publics**. – *Voir également CNIL, délibération n° 2016-346 du 17 novembre 2016*.

Au JO du 22 mars 2017 :

- Décret n° 2017-354 du 20 mars 2017 relatif à l'**exercice en commun de la profession de pharmacien d'officine sous forme de société d'exercice libéral et aux sociétés de participations financières de profession libérale de pharmacien d'officine**. – *Modification du Code de la santé publique* ;
- Arrêté du 16 mars 2017 **désignant les juridictions habilitées à expérimenter la tentative de médiation préalable obligatoire à la saisine du juge en matière familiale** ;
- Arrêté du 21 mars 2017 modifiant l'arrêté du 21 octobre 2015 relatif à l'**habilitation au sein de services spécialisés d'officiers ou agents de police judiciaire pouvant procéder aux enquêtes sous pseudonyme**. – *Modification de l'arrêté du 21 octobre 2015*.

Au JO du 23 mars 2017 :

- Décret n° 2017-369 du 21 mars 2017 relatif aux **modalités d'accès régulé à l'électricité nucléaire historique**. – *Modification du Code de l'énergie* ;
- Décret n° 2017-370 du 21 mars 2017 relatif aux **comités régionaux de la biodiversité**. – *Modification du Code de l'environnement* ;
- Décret n° 2017-372 du 21 mars 2017 relatif à l'**application de l'article 4 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques**. – *Modification du décret n° 90-769 du 30 août 1990*.

Au JO du 24 mars 2017 :

- Ordonnance n° 2017-378 du 23 mars 2017 portant **extension et adaptation à Mayotte du Code de la voirie routière**. – *Modification du Code de la voirie routière et du décret du 28 septembre 1926* ;
- Décret n° 2017-381 du 22 mars 2017 relatif à la **dispense de signature des avis de mise en**

recouvrement. – *Modification du Livre des procédures fiscales ;*

- Arrêté du 28 février 2017 modifiant l'arrêté du 15 mai 2013 fixant la **liste des pays non membres de l'Union européenne avec lesquels la France dispose d'un instrument juridique relatif à l'assistance mutuelle ayant une portée similaire à celle prévue par la directive 2010/24/UE du Conseil du 16 mars 2010 et par le règlement n° 904/2010 du Conseil du 7 octobre 2010.** – *Modification de l'arrêté du 15 mai 2013 ;*
- Décret n° 2017-382 du 22 mars 2017 relatif aux **parcours de formation, aux forfaits de prise en charge des actions de professionnalisation et aux justificatifs d'assiduité d'une personne en formation.** – *Modification du Code du travail. – Ce texte entre en vigueur le 1^{er} avril 2017 (cf. art. 3) ;*
- Décret n° 2017-383 du 22 mars 2017 modifiant **l'attribution des compétences au sein de la juridiction administrative en matière de représentativité des organisations professionnelles d'employeur.** – *Modification du Code du travail et du Code de justice administrative ;*
- Arrêté du 16 mars 2017 modifiant l'arrêté du 28 mai 2015 modifié relatif aux **modalités de remboursement de la taxe intérieure de consommation prévue à l'article 265 du Code des douanes et de la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel prévue à l'article 266 quinquies du même code.** – *Modification de l'arrêté du 28 mai 2015 ;*
- Décret n° 2017-384 du 22 mars 2017 modifiant le décret n° 2008-1086 du 23 octobre 2008 relatif à **l'immatriculation et à l'inscription des droits en matière immobilière à Mayotte.** – *Modification du décret n° n° 2008-1086 du 23 octobre 2008 ;*

À signaler également au titre de ce JO :

- **Décision n° 386772 du 17 mars 2017 du Conseil d'État statuant au contentieux :** annulation des 1° de l'article 1er et 1° de l'article 3 de l'arrêté du 29 octobre 2014 ;
- **Décision nos 403768 et 403817 du 17 mars 2017 du Conseil d'État statuant au contentieux :** annulation du quatrième alinéa de l'article 142 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 ;
- **Conseil d'État, avis nos 405586, 405590 du 15 mars 2017 :** 8° de l'article L. 314-11 et 1° de l'article L.313-13 du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

La Rédaction Législation

© LexisNexis SA